

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS Cedex 17

N° 13104

Dr A

Audience du 9 juillet 2018

Décision rendue publique par affichage le 27 septembre 2018

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrés au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins les 14 mars, 3 juin, 22 août 2016, 28 mars et 10 avril 2017, 15 février et 31 mai 2018, la requête et les mémoires présentés par M. C ; M. C demande à la chambre disciplinaire nationale :

- 1°) d'annuler l'ordonnance n° 1556, en date du 5 février 2016, par laquelle la présidente de la chambre disciplinaire de première instance de Midi-Pyrénées de l'ordre des médecins a rejeté, comme manifestement irrecevable, sa plainte transmise, sans s'y associer, par le conseil départemental des Hautes-Pyrénées de l'ordre des médecins, formée à l'encontre du Dr A ;
- 2°) de prononcer une sanction disciplinaire contre le Dr A et, dans le dernier état de ses écritures, de condamner ce dernier à lui verser la somme de 20 000 euros à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral consécutif à l'internement abusif qu'il a subi du fait du certificat médical rédigé le 6 mai 2009 par le Dr A et de diligenter une expertise en application du code de procédure civile pour évaluer le préjudice physique qu'il a subi ;

M. C soutient que le 6 mai 2009, il a sollicité la gendarmerie en raison d'une altercation violente avec son conjoint survenue à son domicile ; que la gendarmerie a joint le Dr A en sa qualité de médecin traitant de M. C ; que sans se rendre sur place et donc sans examiner son patient, le Dr A a rédigé un certificat aux termes duquel il indique que M. C est atteint d'une encéphalite à HIV diagnostiquée en janvier 2009 avec troubles du comportement et que celui-ci est dans l'impossibilité de consentir à son hospitalisation en raison de ses troubles mentaux ; que le Dr A conclut ce certificat en indiquant que les conditions médicales prévues par l'article L. 3212-1 du code de la santé publique relatives à l'hospitalisation sans consentement sur demande d'un tiers sont remplies ; qu'il a violé les dispositions des articles R. 4127-28, -35 et -76 du code de la santé publique en ce que, d'une part, il a rédigé un certificat le concernant sans se déranger pour l'examiner et, d'autre part, il a certifié que M. C était atteint d'une encéphalite à VIH alors qu'il avait reçu le 8 avril précédent du centre hospitalier universitaire ABC de Toulouse des résultats d'analyses indiquant que celles-ci étaient négatives et que, en outre, le Dr A ne l'a pas informé de ces résultats importants alors qu'il était son médecin traitant ; que ce certificat, rédigé dans des conditions contraires à la réglementation déontologique et qui contient des affirmations médicales erronées, a permis son hospitalisation sans consentement lui ayant ainsi causé un préjudice considérable ; que le Dr A a agi dans le cadre de l'article L. 3212-1 du code de la santé publique relatif à l'hospitalisation sur demande d'un tiers et non dans le cadre d'une hospitalisation sur

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS Cedex 17

demande d'une autorité publique ; qu'il n'agissait donc pas dans le cadre d'une mission de service public ; que c'est, par suite, à tort que la présidente de la chambre disciplinaire de première instance a estimé que sa plainte était irrecevable ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 5 juillet 2016, le mémoire présenté pour le Dr A, qualifié spécialiste en médecine générale, tendant au rejet de la requête et à ce que M. C lui verse la somme de 2 500 euros en application du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 ;

Le Dr A soutient qu'il a rédigé le certificat médical contesté du 6 mai 2009 après avoir été sollicité par le maire de la commune de XXX et par la gendarmerie ; que son intervention s'est donc produite dans le cadre d'une mission de service public ; que, par suite, la plainte de M. C à laquelle aucune autorité mentionnée à l'article L. 4124-2 du code de la santé publique ne s'est associée, est irrecevable ; que la demande de dommages et intérêts formulée par M. C est également irrecevable ; que, sur le fond, le Dr C n'a commis aucun manquement aux règles déontologiques ; qu'il a respecté les règles prévues en matière d'hospitalisation à la demande d'un tiers et notamment les dispositions de l'article L. 3213-2 du code de la santé publique ; que tous les médecins et services hospitaliers qui ont examiné M. C depuis le début de l'année 2009 ont constaté la dégradation inquiétante de la santé mentale de ce patient ; que lui-même l'a constatée lors de la dernière consultation à son cabinet le 15 avril 2009 ; que c'est dans ces conditions qu'il a rédigé le certificat du 6 mai 2009 qui établit de manière exacte l'état de santé mentale de M. C ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 25 juillet 2016, le mémoire présenté par le conseil départemental des Hautes-Pyrénées de l'ordre des médecins, dont le siège est 29 rue Brauhauban à Tarbes (65000), tendant au rejet de la requête ;

Le conseil départemental soutient que les faits reprochés au Dr A ont été accomplis dans le cadre d'une mission de service public ; que la plainte de M. C était, par suite, irrecevable ;

Vu, enregistrée comme ci-dessus le 6 juillet 2018, la demande de M. C tendant à ce que la présente audience soit reportée en raison de son état de santé qui ne lui permet pas de se déplacer ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS Cedex 17

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment le I de l'article 75 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 9 juillet 2018 :

- Le rapport du Dr Fillol ;

- Les observations de Me Albertini pour le Dr A et celui-ci en ses explications ;

Le Dr A ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

Vu, enregistrées comme ci-dessus les 10 juillet et 7 septembre 2018, les notes en délibéré présentées par M. C ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Sur la demande de report de l'audience formulée par M. C :

1. Considérant que si, lorsqu'il est saisi d'une demande de report de la date d'audience qu'il a fixée, accompagnée de documents justificatifs, le juge administratif doit se prononcer sur la portée et la pertinence de ces derniers, il n'est pas pour autant tenu de donner suite à cette demande ;

2. Considérant que la procédure devant la chambre disciplinaire nationale est essentiellement écrite ; que M. C a produit devant celle-ci plusieurs mémoires détaillés faisant état de ses griefs et de ses conclusions ; que la chambre est ainsi en état de se prononcer sans qu'il soit besoin de donner suite à la demande de report d'audience sollicitée par M. C ;

Sur la recevabilité de la plainte de M. C :

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que, suite à une violente altercation entre M. C et son conjoint, ce dernier a demandé l'hospitalisation sans consentement de M. C dans le cadre des dispositions, alors en vigueur, de l'article L. 3212-1 du code de la santé publique relatives à l'hospitalisation à la demande d'un tiers d'une personne atteinte de troubles mentaux ; que le certificat médical exigé par ces dispositions a été établi le 6 mai 2009 par le Dr A et mentionne que les conditions fixées par ces dispositions sont remplies ; que le certificat de sortie de M. C établi le 25 mai 2009 par le Dr F, praticien hospitalier, fait état d'une hospitalisation sur demande d'un tiers et autorise la sortie de M. C à la demande de son conjoint pacsé dans le cadre des dispositions de l'article L. 3212-9 du code de la santé publique ; qu'au surplus, aucune pièce du dossier ne vient établir les dires du Dr A selon lesquels l'hospitalisation de M. C aurait été effectuée sur décision d'une

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS Cedex 17

autorité publique mentionnée aux articles L. 3213-1 et -2 du même code ; que, dès lors, la circonstance que la gendarmerie, intervenue au domicile de M. C en raison de l'altercation susmentionnée, ait sollicité le concours du Dr A, médecin traitant de M. C, ne saurait à elle seule faire qualifier la rédaction du certificat médical du 6 mai 2009 comme un acte relevant d'une mission de service public ;

4. Considérant qu'il résulte du point 3 ci-dessus que c'est à tort que, par l'ordonnance attaquée, la présidente de la chambre disciplinaire de première instance de Midi-Pyrénées a estimé que la plainte de M. C à laquelle le conseil départemental des Hautes-Pyrénées de l'ordre des médecins ne s'est pas associé, était irrecevable en application des dispositions de l'article L. 4124-2 du code de la santé publique ; que cette ordonnance doit, par suite, être annulée ; que l'affaire étant en l'état, il y a lieu pour la chambre disciplinaire nationale, de statuer sur la plainte de M. C dirigée contre le Dr A ;

Sur le fond :

5. Considérant, premièrement, que, le 6 mai 2009, le Dr A a rédigé, et remis aux personnels de gendarmerie intervenus au domicile de M. C suite à une altercation de ce dernier avec son conjoint, un certificat attestant que M. C remplissait les conditions d'une hospitalisation sur demande d'un tiers telle qu'elle est prévue par les dispositions, alors en vigueur, de l'article L. 3212-1 du code de la santé publique ; que le Dr A affirme aux termes de ce certificat « avoir examiné ce jour M. C » alors que cet examen n'a pas eu lieu et que la dernière consultation du Dr A par ce patient remontait au 15 avril précédent ; que le Dr A a ainsi rédigé un certificat comportant une assertion qu'il savait fausse et, alors que les diligences prévues par l'article L. 3212-1 précité exigent, compte tenu de la portée d'une hospitalisation d'office, que l'état de santé de la personne concernée soit apprécié de manière concomitante à la décision d'hospitalisation, s'est prononcé sur l'état de santé de son patient qu'il n'avait pas vu depuis trois semaines ; que ni la circonstance, à la supposer établie, que la gendarmerie l'aurait incité à rédiger ce certificat sur le champ, ni le fait avéré que la santé mentale de M. C était sujette à des troubles récurrents, ne sauraient l'exonérer des fautes ainsi commises qui contreviennent aux articles R. 4127-28 et -76 du code de la santé publique ;

6. Considérant, deuxièmement, sans qu'il soit besoin de se prononcer sur l'exactitude médicale du diagnostic d'encéphalite à HIV mentionné sur le certificat du 6 mai 2009, que cette mention portée sur un document non cacheté remis à des personnels de gendarmerie, se fondant sur des données autres que celles exigées pour l'application de l'article L. 3212-1 susmentionné, laquelle est subordonnée non à l'existence de considérations tirées de l'état général de la personne concernée mais au constat de l'état mental du patient et à la nécessité, pour l'intéressé, de recevoir des « soins immédiats » et d'être soumis à une « surveillance constante » qui ne peut être assurée qu'en « milieu hospitalier », constitue une violation du secret médical contraire aux dispositions de l'article R. 4127-4 du code de la santé publique ;

7. Considérant qu'il sera fait une juste appréciation des fautes déontologiques commises par le Dr A dont le comportement professionnel avait été jusqu'alors

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS Cedex 17

exempt de reproches, en lui infligeant la sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant un mois assortie du sursis ;

Sur les conclusions de M. C tendant à l'obtention de dommages et intérêts :

8. Considérant qu'une juridiction administrative n'est pas compétente pour statuer sur les conclusions du plaignant tendant à la condamnation de la personne poursuivie à lui verser une indemnité en réparation du préjudice qui résulterait pour lui d'une faute commise par cette personne ; que, dès lors, et sans qu'il soit besoin de diligenter une expertise, les conclusions en ce sens de M. C ne peuvent qu'être rejetées ;

Sur les conclusions du Dr A tendant à la mise en œuvre des dispositions du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée :

9. Considérant que ces dispositions font obstacle à ce que M. C, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, verse au Dr A la somme que celui-ci demande à ce titre ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1 : L'ordonnance n° 1556, en date du 5 février 2016, de la présidente de la chambre disciplinaire de première instance de Midi-Pyrénées de l'ordre des médecins est annulée.

Article 2 : La sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant un mois assortie du sursis est infligée au Dr A.

Article 3 : Le surplus des conclusions de M. C et les conclusions du Dr A tendant à la mise en œuvre des dispositions du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 sont rejetés.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Dr A, à M. C, au conseil départemental des Hautes-Pyrénées de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Midi-Pyrénées de l'ordre des médecins, au préfet des Hautes-Pyrénées, au directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost – 75855 PARIS Cedex 17

Tarbes, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par M. Stasse, conseiller d'Etat honoraire, président ; MM. les Drs Ducrohet, Emmery, Fillol, Mozziconacci, membres.

Le conseiller d'Etat honoraire,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

François Stasse

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.